

PREFET DE LA MARNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

REIMS, le 25/02/2013

Unité territoriale de la Marne

Nos Réf. : SMI LFEL/LFEL n° D I i 2012 65-APC-NRR

Affaire suivie par : Luis-Fernando ESTOP-LOPEZ

lf.estop-lopez@developpement-durable.gouv.fr

Tél : 03.26.77.33.50 – **Fax :** 03.26.97.81.30

Objet : installations classées pour la protection de l'environnement
Renouvellement de l'agrément VHU

PJ : Projet d'arrêté préfectoral de renouvellement

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
au CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES
ET TECHNOLOGIQUES

Par lettre du 1er mars 2011, la société SME (Société Métallurgique d'Epernay) , située ZI de l'Ile Belon à EPERNAY, a demandé, conformément à l'article L. 513-1 du code de l'environnement, à bénéficier des droits acquis pour ses activités exercées sur ce même site.

Par lettre du 26 septembre 2012, la société SME transmet à l'inspection des installations classées une demande de renouvellement de son agrément pour l'exploitation d'installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU) situées également sur ce site.

I – CONTEXTE REGLEMENTAIRE :

I.1 – Modification de la nomenclature :

Les décrets n° 2010-369 du 13 avril 2010 et n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 ont modifié la nomenclature des installations classées du secteur du traitement des déchets.

Afin de préserver la possibilité d'exploiter au bénéfice des droits acquis, les exploitants concernés par cette modification de la nomenclature doivent, conformément à l'article L. 513-1 du code de l'environnement, se faire connaître de Monsieur le Préfet de la Marne, en communiquant les informations prévues à l'article R. 513-1 de ce code.

Ces informations portent sur la nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée.

Une circulaire du 24 décembre 2010 du Ministère chargé de l'écologie et du développement durable permet la mise en œuvre harmonisée de cette nouvelle nomenclature. Elle rappelle également la répartition des compétences entre les services déconcentrés de l'État dans le domaine des installations classées.

I.2 – Renouvellement de l'agrément VHU :

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012, relatif aux agréments des exploitants des centres VHU (véhicules hors d'usage) et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage sont applicables à l'établissement.

L'article 3 de cet arrêté ministériel précise que *«s'il souhaite obtenir le renouvellement de son agrément, le titulaire en adresse la demande au moins six mois avant la date de fin de validité de l'agrément en cours»*. Les pièces à fournir dans le cadre de cette demande de renouvellement sont listées à l'article 2 de ce même arrêté.

Le renouvellement de l'agrément VHU est pris sous forme d'arrêté préfectoral complémentaire. Conformément à l'article R 512-31 du code de l'environnement, il est soumis à l'avis du CODERST. Ces arrêtés complémentaires peuvent également fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts rend nécessaire. L'exploitant peut se faire entendre et présenter ses observations.

II – SITUATION DE L'ETABLISSEMENT :

Les activités de la société SME sont actuellement réglementées par les arrêtés préfectoraux suivants :

- arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 96-A-10-IC du 20 février 1996, établi au nom de la société SME, pour ce qui concerne ses activités de récupération et de stockage de déchets de métaux visées par l'ex-rubrique n°286,
- arrêté préfectoral portant agrément VHU n° PR 51 00012 D du 8 mars 2007, délivré pour 6 ans, établi au nom de la société SME,
- arrêté préfectoral complémentaire n° 99-A-02-IC du 6 janvier 1999, portant sur l'élimination de sols pollués, sur le dimensionnement d'un système de traitement des rejets (séparateur d'hydrocarbures) et sur la surveillance de la nappe, établi au nom de la société SME.

II.1 – Modification de la Nomenclature :

La demande de bénéfice des droits acquis, déposée par la société SME par lettre du 1er mars 2011, porte sur l'ensemble de ses activités de stockage et de traitement des déchets métalliques dont les véhicules hors d'usage (VHU). Les activités de découpe de déchets métalliques sont évoquées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Par lettres du 13 décembre 2012 et du 28 janvier 2013, l'exploitant liste les nouvelles rubriques de la nomenclature dont relève son établissement. Il indique également qu'il souhaite exercer une activité de transit, regroupement, désassemblage d'équipements électriques et électronique, pour un volume susceptible d'être entreposé inférieur à 100 m³. Cette activité n'est donc pas classée au titre de la rubrique 2711 de la nomenclature des installations classées. Il paraît cependant nécessaire de la faire apparaître dans la liste des activités exercées sur le site par la société SME eu égard aux connexités qui existent entre les activités relevant d'un régime d'autorisation.

Dans la mesure où les exigences existantes sont applicables à l'ensemble des activités du site et qu'elles apparaissent suffisantes pour limiter les inconvénients (pollution des sols et risques accidentels notamment), aucune nouvelle prescription n'est envisagée.

II.2 – Renouvellement de l'agrément VHU :

Par lettre du 26 septembre 2012, et conformément à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 applicable à cette date, l'exploitant sollicite le renouvellement de son agrément pour l'exploitation d'installations de dépollution et de démontage de VHU sur le territoire de la commune d'EPERNAY. A la demande de l'inspection des installations classées, des précisions sur les rubriques concernées ont été apportées par l'exploitant le 13 décembre 2012.

Conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 abrogeant l'arrêté ministériel du 15 mars 2005, l'exploitant a fourni le 26 septembre 2012 :

- son engagement à respecter les obligations du cahier des charges mentionnées dans cet arrêté ministériel et les moyens mis en œuvre à cette fin,
- la justification des capacités techniques et financières de sa société à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans cet arrêté.

II.3 – Respect des valeurs limites des rejets :

L'attestation de conformité aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter établie le 9 août 2012 par un organisme tiers accrédité a révélé un dépassement significatif des valeurs limites de rejets de la société SME.

La zone industrielle de l'Île Belon, où est implanté le site de la société SME, n'est pas raccordée à un système d'évacuation des eaux usées. La société doit ainsi utiliser un poste de relevage pour envoyer ses effluents après traitement dans la rivière Marne. Un projet de réalisation d'un système de traitement a été validé par la Communauté de Communes d'EPERNAY Pays de Champagne (CCEPC).

Ce système de traitement doit être associé à la création d'un bassin de « rétention - restitution » d'eaux pluviales pour pouvoir éliminer les problèmes de saturation du réseau public de la CCEPC constatés lors de fortes précipitations.

La société SME a sollicité une aide à l'agence de l'eau Seine-Normandie.

II.4 – Garanties financières :

Les garanties financières permettent de garantir, en cas de défaillance de l'exploitant, la surveillance du site et le maintien en sécurité de l'installation, les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après la fermeture du site, et la remise en état du site après sa fermeture.

Elles ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par fait de pollution ou d'accident causé par l'installation.

Par application de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières, la société SME est soumise à l'obligation de constitution de garanties financières, constitution et montant respectant les arrêtés ministériels du 31 juillet 2012 (relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement) et du 31 mai 2012 (relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en oeuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines).

En application de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières, les garanties financières doivent être mises en place conformément à l'échéancier de ce même arrêté. Ainsi, les premiers 20 % des garanties devront être constitués avant le 1er juillet 2014.

III – PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES :

Les éléments transmis par l'exploitant permettent de définir le classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Désignation des installations	Rubrique	Régime	Quantité /unité
Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : – supérieure ou égale à 10t/j Traitement par pelle équipée d'un bras cisailleur ou par découpe au chalumeau	2791-1	Autorisation	25t/j
Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, la surface étant supérieure ou égale à 1000 m ²	2713	Autorisation	3700 m ²
Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant : b- supérieure ou égale à 50 m ² et inférieure à 30 000 m ²	2712-1.b	Enregistrement	639 m ²
Oxygène (emploi et stockage de l') La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 3. - supérieure ou égale à 2 t, mais inférieure à 200 t	1220	Déclaration	3 t

Installation de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le volume susceptible d'être entreposé étant : - inférieur à 100 m ³	2711	NC	50 m ³
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------	----	-------------------

La transcription du classement retenu peut être actée sous la forme d'une mise à jour de l'autorisation d'exploiter. Le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe intègre cette évolution.

Par ailleurs, l'exploitant a transmis l'ensemble des pièces visées par l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

En particulier, l'attestation de conformité aux exigences de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012, établie le 9 août 2012 par un organisme tiers accrédité révèle les non-conformités suivantes :

- non-retrait des composants plastiques volumineux,
- non-retrait des composants susceptibles d'exploser,
- non-retrait du verre,
- absence d'éléments factuels justifiant l'atteinte des taux minimum de réutilisation et de recyclage, et de réutilisation et de valorisation.

Par courrier du 26 septembre 2012 : l'exploitant s'engage dans la mise en place de bennes adaptées aux composants volumineux pour récupérer ces composants plastiques qu'il démontera des véhicules.

Il précise que les composants susceptibles d'exploser ne sont pas retirés car ils sont neutralisés à l'aide d'un grappin.

Cependant, le cahier des charges précité précise que les opérations de retrait ou de neutralisation des composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs, sont effectuées **avant tout autre traitement** du véhicule hors d'usage. L'utilisation d'un grappin dans le but de neutraliser ces composants n'apparaît donc pas comme une méthode satisfaisante. En effet, le recours à un grappin destiné à la manipulation des carcasses de véhicules ne supprime pas le caractère explosif de ces composants.

Par ce même courrier, l'exploitant déclare avoir initié le retrait du verre en décembre 2012 (conformément à l'arrêté du 2 mai 2012, le retrait de la totalité du verre des véhicules doit se faire à partir du 1er juillet 2013).

Par courrier du 13 décembre 2012, grâce au retrait des composants plastiques volumineux, à celui du verre, l'exploitant déclare atteindre le taux minimum de réutilisation et de recyclage et le taux minimum de réutilisation et de valorisation de l'arrêté du 2 mai 2012. En effet, l'exploitant affirme obtenir un taux de réutilisation et de recyclage des matériaux issus des VHU de 6 % et un taux de réutilisation et de valorisation d'au moins 5 % grâce au retrait effectif du verre et des composants plastiques volumineux (l'arrêté du 2 mai 2012 stipule un taux minimum de réutilisation et de recyclage des matériaux issus des VHU de 3,5 %, et un taux minimum de réutilisation et de valorisation minimum de 5 %) et grâce aux performances du broyeur à qui il cède les VHU.

Avec le retrait des composants susceptibles d'exploser, l'exploitant est en mesure d'atteindre les taux escomptés.

Par courrier du 29 janvier 2013, l'exploitant s'est engagé dans la réalisation d'un nouveau système de traitement de ses rejets ainsi que d'un bassin de rétention des eaux pluviales. Ces équipements sont de nature à améliorer la gestion des eaux de ruissellement collectées sur le site. Ces éléments peuvent être repris sous forme de prescriptions sans remettre en cause les objectifs de qualité déjà prévus par l'arrêté préfectoral d'autorisation, prescriptions du genre : les eaux de ruissellement sont collectées avant traitement dans un bassin tampon, la capacité de rétention doit être en rapport avec la capacité des installations de traitement avant rejet au réseau d'assainissement, l'exploitant doit être en mesure de justifier de l'adéquation qualitative et quantitative des différents équipements nécessaires à la gestion des eaux de ruissellement.

Consulté sur les aspects techniques du projet d'arrêté préfectoral de renouvellement le 29 janvier 2013, l'exploitant a précisé par téléphone le 31 janvier ne pas avoir d'observations particulières à formuler.

IV – CONCLUSION :

L'inspection des installations classées propose donc à Monsieur le Préfet de la Marne :

- d'acter la modification de la nomenclature,
- de renouveler l'agrément pour l'exploitation d'installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage pour une durée de 6 ans,
- de demander à l'exploitant les éléments justifiant le retrait ou la neutralisation des composants des véhicules hors d'usages susceptibles d'exploser,
- de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites de son arrêté préfectoral,
- d'établir un échéancier pour la réalisation du système de traitement de ses rejets et du bassin de rétention-restitution,
- d'imposer à l'exploitant l'obtention d'une autorisation de déversement des eaux dans le réseau public de la communauté de communes d'EPERNAY Pays de Champagne,
- de demander à l'exploitant de constituer des garanties financières pour la mise en sécurité du site de son installation ou en cas de disparition juridique de l'exploitant et la remise en état en cas de mise à l'arrêt de l'installation. Cette obligation devra être effective à partir du 1er juillet 2012 conformément à l'échéancier de mise en application de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumise à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

Compte-tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST d'émettre un avis favorable à la demande de la société SME visant à obtenir le renouvellement de son agrément VHU.

Ci-joint un projet d'arrêté préfectoral complémentaire en ce sens, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure et un projet de lettre à l'exploitant.

Rédacteur	Validateur et Approbateur
L'inspecteur des installations classées	P/le directeur et par délégation P/le chef de l'unité territoriale Marne et par délégation Le chef de la subdivision SMI
signé	signé
Jean Stéphane SALAZAR-CARBALLO	Dominique LOISIL